

EXTRAIT DU PROCES VERBAL
DU BUREAU
SEANCE DU 14.05.2025

4.1 – CORBENAY – RUE DES TROENES : CESSIONS FONCIERES AVEC LA COMMUNE

Il est proposé au Bureau d'Habitat 70 de délibérer sur des rétrocessions foncières à Corbenay. Ces échanges concernent une partie des emprises foncières des bâtiments collectifs 17, 20, 21 et 22 rue des Troènes ainsi que celles des logements individuels 23 à 33 rue des Troènes.

Concernant les emprises sur les bâtiments collectifs, il s'agit de rétrocéder à la mairie l'extrémité de la voirie qui assure le bouclage de la rue des troènes avec l'avenue de Fougerolles. Son découpage par rapport à la parcelle 1410, propriété de l'organisme n'a jamais été régularisé.

La commune souhaite par ailleurs réaliser une aire de jeux en extrémité de nos collectifs. A ce titre, elle souhaite la cession de l'emprise nécessaire, en extrémité de parcelle.

Sur les logements individuels, les locataires, au fils du temps, se sont appropriés des délaissés fonciers en fonds de parcelles. Il conviendrait de régulariser cette situation : la commune cède à Habitat 70 ces espaces, Habitat 70 cède à la commune un délaissé foncier, non clôturé en extrémité de ces pavillons.

Ces échanges se feront à l'euro symbolique. Les frais de bornage et les frais d'acte seront partagés par moitié, entre la commune et Habitat 70.

Par ailleurs que la collectivité a sollicité l'Office pour participer à l'aménagement de l'aire de jeux. Habitat 70 intervient sur le réaménagement d'espaces publics uniquement dans le cadre d'opération de démolition, afin d'assurer le traitement des espaces libérés par la démolition. En dehors de ces cas, l'organisme ne participe pas au coût d'aménagement des espaces publics situés à proximité de ses bâtiments ou dont l'usage est principalement dédiés à nos locataires.

A ce titre, le Bureau est appelé à confirmer la non-intervention sur ce projet d'aménagement.

Après avoir délibéré, le Bureau d'Habitat 70 à l'unanimité :

- valide le principe des échanges de terrains à l'euro symbolique tels que détaillés ci-avant,
- autorise le Directeur général et les services à mener les négociations afin de définir les surfaces à céder,
- autorise le Directeur général à signer tous les documents administratifs, commandes et actes notariés nécessaires aux opérations de bornage des surfaces échangées ainsi que l'acte de cession.

Pour extrait délivré conforme
Fait à Vesoul le 15/05/2025
Le Directeur général
Olivier ROSAT

